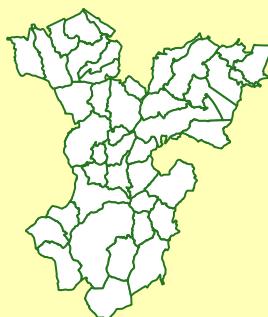


COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TRIANGLE VERT

ENQUETE PUBLIQUE



DOSSIER A

A- NOTE DE PRESENTATION ET PIECES ADMINISTRATIVES DE L'ENQUETE PUBLIQUE

A.1 - Note de présentation



Pièce A.1 – Note de Présentation

Note de présentation de l'enquête publique unique relative à

- l'élaboration du Plan local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la CCTV,
- l'abrogation des Cartes communales des communes de Adelans-et-le-Val-de-Bithaine, Calmoutier, Chatenois, Citers, Liévans et Pomoy,
- la création de Périmètres Délimités des Abords (PDA) de Monuments Historiques, communes de Colombe-lès-Vesoul, Mollans, Noroy-le-Bourg, Quers, Saulx et Villers-lès-Luxeuil,

en application des articles R123-8 et suivants du code de l'environnement

Novembre 2025



7Bureau d'études INITIATIVE, Aménagement et Développement
RCS : D 339 752 644 - SIRET : 339 752 644 00015 - APE : 742C
Siège social : 4, passage Jules Didier 70000 VESOUL
Tél. : 03.84.75.46.47 - Fax : 03.84.75.31.69 - e-mail : initiativead@orange.fr

1 / Coordonnées de la personne publique responsable des projets :

Communauté de Communes du Triangle Vert

27, Grande rue. 70240 Saulx

Accueil téléphonique : 03.84.95.89.90

2/ Une enquête publique unique

À travers l'enquête publique unique, la possibilité est donnée à tout citoyen de prendre connaissance et de donner son avis concernant le contenu de quatre dossiers réglementaires :

1. Le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) couvrant l'ensemble du territoire de la CCTV,
2. L'abrogation des cartes communales de Adelans-et-le-Val-de-Bithaine, Calmoutier, Chatenois, Citers, Liévans et Pomoy,
3. Les projets de Périmètres Délimités des Abords (PDA) autour de Monuments Historiques des communes de Colombe-lès-Vesoul, Mollans, Noroy-le-Bourg, Quers, Saulx et Villers-lès-Luxeuil,

En effet, ces trois dossiers, au titre des dispositions législatives et réglementaires du code de l'urbanisme, du code du patrimoine et du code général des collectivités territoriales qui concernent leur élaboration doivent être soumis à enquête publique.

Quand un PLUi vient à remplacer des cartes communales existantes, celles-ci doivent être abrogées selon la même

procédure utilisée pour leur élaboration (principe du parallélisme des formes). Leur abrogation est donc soumise à enquête publique.

L'article L123-6 du code de l'environnement prévoit qu' « il peut également être procédé à une enquête unique lorsque les enquêtes de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public » .

En outre l'article L621-31 du code du Patrimoine précise notamment : « Lorsque le projet de périmètre délimité des abords est instruit concomitamment à l'élaboration (...) du plan local d'urbanisme, (...), l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme (...) diligente une enquête publique unique portant à la fois sur le projet de document d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords. ».

Ainsi, le choix de la procédure d'enquête publique unique est justifié pour l'élaboration du PLUi sur le territoire de la CCTV, l'abrogation des cartes communales de Adelans-et-le-Val-de-Bithaine, Calmoutier, Chatenois, Citers, Liévans et Pomoy, le dossier de Périmètres Délimités des Abords (PDA) autour de 9 Monuments Historiques présents sur la CCTV et plus précisément sur les communes de Colombe-lès-Vesoul, Mollans, Noroy-le-Bourg, Quers, Saulx et Villers-lès-Luxeuil.

Le PLUi se substituera aux cartes communales et par la même au PLU de Saulx, Villers-les-Luxeuil et Franchevelle et permettra aux autres communes de la CCTV de ne plus être régie par le Règlement National d'Urbanisme et actuellement soumises à la construction limitée en lien avec la loi Elan. A noter : les documents existants (PLU et cartes communales en vigueur) ont pour obligation de se mettre en conformité avec le SRADDET et les objectifs de la loi Climat et Résilience d'ici février 2028.

Le périmètre des abords (PDA) est une servitude d'utilité publique qui s'imposera au futur PLUi approuvé.

À l'issue de l'enquête publique, les PDA seront approuvés et annexés au PLUi approuvé.

Cette enquête publique unique a pour objet de porter ces projets à la connaissance du public. Toute personne peut présenter des observations et proposer des suggestions ou des contre-propositions, car la décision de réaliser le projet intervient après l'enquête publique.

3/ Les caractéristiques principales de ces plans et programmes sont les suivantes :

Dossier B - Projet d'élaboration du PLUi :

Le projet de PLUi de la CCTV fonde son projet politique d'aménagement et de développement durables sur 4 axes et 19 orientations pour les 15 prochaines années :

La situation géographique du territoire en Haute-Saône entre les 3 pôles principaux du département, sa dynamique de croissance, ses valeurs de solidarité territoriale et de cohésion sociale, sa ruralité forte, l'eau et les paysages comme vecteurs de coopération et de valorisation et son engagement dans la transition énergétique.

Le projet de PLUi vise ainsi à garantir la cohérence et la complémentarité du développement de chaque commune de la communauté de communes pour répondre aux besoins de l'ensemble de la population (logements, équipements, développement économique, préservation environnementale...).

Le projet de PLUi traduira le projet politique en réglementant le droit des sols de chaque parcelle, publique ou privée dans le cadre des règlementations en vigueur et dans l'objectif de prendre en compte du développement durable et de la gestion économe de l'espace.

Le projet de PLUi participe également à l'élaboration en cours du SCOT du Pays Vesoul Val de Saône (Document de portée supérieure).

Les principaux éléments du dossier de PLUi et leurs impacts sur l'environnement sont synthétisés dans le Résumé Non Technique présent dans le dossier de PLUi arrêté.

Dossier C : Abrogation des cartes communales

Quand un PLUi vient à remplacer des cartes communales existantes, celles-ci doivent être abrogées selon la même procédure utilisée pour leur élaboration (principe du parallélisme des formes). Leur abrogation est donc soumise à enquête publique. Selon l'article R163-10 du code de l'urbanisme, lorsque la carte communale est abrogée afin d'être remplacée par un plan local d'urbanisme, la délibération portant abrogation de la carte communale peut prévoir qu'elle prendra effet le jour où la délibération adoptant le plan local d'urbanisme deviendra exécutoire.

Dossier D : Périmètres Délimités des Abords (PDA) des Monuments Historiques de la CCTV :

Le code du patrimoine prévoit que les monuments historiques sont protégés au titre des abords. La demande de modification des périmètres délimités des abords de 500 m autour de certains Monuments Historiques présents sur la CCTV et plus précisément sur les communes de Colombe-lès-Vesoul, Mollans, Noroy-le-Bourg, Quers, Saulx et Villers-lès-Luxeuil émane de l'architecte des Bâtiments de France, avec l'aval des communes et de la communauté de communes, afin de définir l'action de l'architecte des bâtiments de France en lien avec le patrimoine des villages et leur silhouette et autour des monuments protégés. Ces nouveaux périmètres sont soumis à enquête publique et seront portés à la carte des servitudes d'utilité publique du PLUi approuvé.

Les projets de PDA concernent ainsi l'Eglise paroissiale de Villers-lès-Luxeuil, 3 lavoirs à Mollans, la maison dite « le Château » et son parc à Saulx, le château de Quers, la Croix et Château et son parc de Colombe-lès-Vesoul et la mairie-école-tribunal de justice de Noroy-le-Bourg.

4/ Composition des dossiers :

Préambule :

La présente note de présentation rappelant notamment les principaux textes régissant l'enquête publique et les pièces administratives liées à l'enquête publique (ordonnance de désignation du tribunal administratif, arrêté d'enquête, avis d'enquête) constituent **le dossier A**.

Elles s'appliquent à l'ensemble des dossiers dont les autres pièces sont les suivantes :

A noter : **la délibération de la CCTV en date du 3 juillet 2025 arrêtant le PLUi, tirant le bilan de la concertation, donnant un avis favorable aux périmètres délimités des abords et engageant l'abrogation des cartes communales** est présente uniquement dans la pièce B1.1 du dossier de PLUi.

Dossier B - Projet d'élaboration du PLUi :

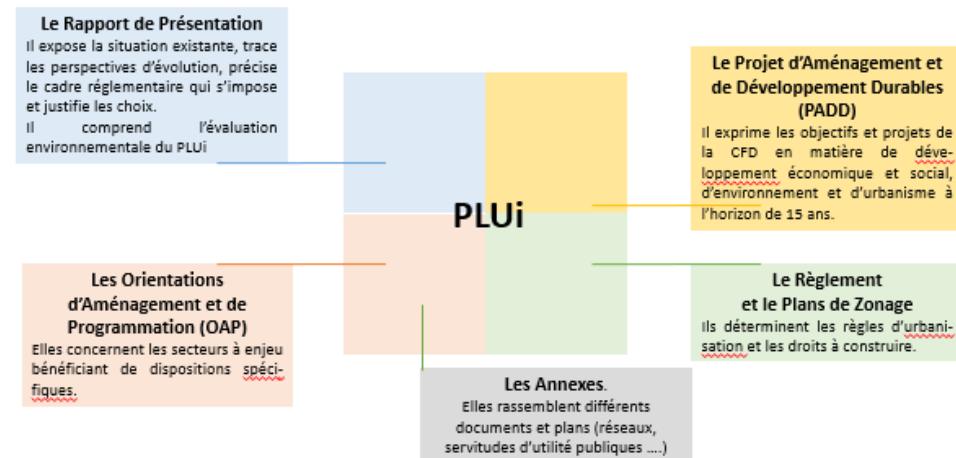
Le dossier de projet de PLUi comprend, en complément de la note de présentation (Dossier A) rappelant notamment les principaux textes régissant l'enquête publique et le déroulé de la procédure d'élaboration du PLUi, les pièces suivantes :

- Les pièces administratives (B1) liées à la procédure d'élaboration du PLUi dont les délibérations de la CCTV et le bilan de la concertation mise en œuvre au cours de la procédure d'élaboration du projet de PLU (B1.1), le recueil des avis réglementaires (personnes publiques associées (B1.3) et communes membres sur le projet de PLUi (B1.4) dont l'avis de

l'autorité environnementale (MRae) (le projet de PLUi étant soumis à évaluation environnementale) et une note de la CCTV en réponse (B1.2).

- Le projet de PLUi arrêté, qui est composé de 3 pochettes à sangles (B2.1, B2.2 et B2.3) intégrant les pièces obligatoires du PLUi dont le résumé non technique et l'évaluation environnementale. Le schéma suivant illustre les pièces principales du PLUi arrêté.

Les principales pièces du PLUi



Ces pièces présentent une numérotation propre au dossier arrêté.

A noter : en complément du PLUi arrêté, un dossier de demande de dérogation à l'article L142-7 du code de l'urbanisme a été réalisé. Ce dossier a été déposé en préfecture de Vesoul en même temps que le PLUi arrêté pour visa. Cette étude est nécessaire en l'absence de SCoT pour l'ouverture à l'urbanisation de secteurs non inclus dans les documents d'urbanisme existants ou dans la Partie Actuellement Urbanisée des communes soumises au RNU sans document.

Dossier C : Abrogation des cartes communales

En complément de la note de présentation (Dossier A), le dossier d'abrogation des cartes communales de Adelans-et-le-Val-de-Bithaine, Calmoutier, Chatenois, Citers, Liévans et Pomoy comprend :

- . Le rapport présentant les justifications et évolutions entre les cartes communales et le PLUi.

Ce dossier n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Dossier D : Périmètres Délimités des Abords (PDA) des Monuments Historiques de la CCTV :

En complément du Dossier A, le dossier des projets de Périmètres Délimités des Abords autour de certains Monuments Historiques de la CCTV présents sur 6 communes, comprend

- . Les projets des PDA et leur notice réalisés par le bureau d'études IAD pour la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne-Franche-Comté - Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Haute-Saône, suite à la demande de la CCTV.
- . Les pièces administratives (délibérations de la CCTV et des communes sur les PDA et l'avis de l'ABF)

Ce dossier n'est pas soumis à évaluation environnementale.

5/ Mention des textes régissant l'enquête publique:

L'enquête publique unique est régie par les articles L.123-1 et suivants, et R.123-1 et suivants du code de l'Environnement. Les dispositions spécifiques à l'enquête publique unique figurent aux article L.123-6-1 et R.123-7 du code de l'Environnement. Les différents articles sont mentionnés en annexe de la présente note.

6/ Façon dont l'enquête publique s'insère dans la procédure administrative :

Dossier B - Projet d'élaboration du PLUi :

La procédure d'élaboration du PLUi est régie par le code de l'urbanisme aux articles L153-1 et suivants et R153-1 et suivants soit les Chapitre III : Procédure d'élaboration, d'évaluation et d'évolution du plan local d'urbanisme (Articles L153-1 à L153-60) et Chapitre III : Procédure d'élaboration, d'évaluation et d'évolution du plan local d'urbanisme (Articles R153-1 à R153-22).

Le logigramme ci-après reprend les différentes étapes de la procédure d'élaboration du PLUi et la place de l'enquête publique dans cette procédure.

Détail des dates pour le PLUi de la part de la CCTV :

- délibération du conseil communautaire de la CCTV , en date du 20 octobre 2015, prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et définissant les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation;

Suite à cette délibération, le dossier n'a guère évolué.

- conférence intercommunale des maires en date du 5 mai 2022 définissant les modalités de la collaboration entre la communauté et ses communes membres
- Actualisation de délibération du conseil communautaire de la CCTV en date du 5 mai 2022 complétant les objectifs de l'élaboration du PLUi et modifiant des modalités de la concertation avec la population
- Engagement de la procédure suite à un premier marché public avec un bureau d'études assistant la CCTV jusqu'en début 2023 . Suite à rupture du contrat, un second marché public a été engagé et un second bureau d'études a été choisi en octobre 2023.
- Débat au sein du conseil communautaire de la CCTV sur les orientations du PADD en date du 29 août 2024 et au sein

des conseils municipaux des communes membres entre le 30 août 2024 et le 22 novembre 2024. Les débats ont validés les orientations du PADD à l'exception d'une commune.

- délibération en date du 3 juillet 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi permettant ainsi la consultation des personnes publiques associées.
- bilan de la concertation avec 138 remarques de la population sans les doublons
- envoi pour consultations aux personnes publiques associées, aux EPCI limitrophes et aux communes membres pendant 3 mois
- saisine de la Mrae dans le cadre de l'évaluation environnementale
- délibérations des communes sur les pièces du PLUi les concernant soit 36 favorables, 1 sans avis (considéré comme favorable) et 5 avis défavorables dont 2 précisant des remarques spécifiques sur les plans les concernant.
- avis des personnes publiques avec 10 réponses suite aux consultations toutes favorables avec des réserves et/ou des remarques.
- avis de la CDPENAF sur le dossier avis favorables avec des remarques
- avis de la MRae en date du 10/10/2025 comportant des recommandations.
- nouvelle délibération arrêtant le PLUi en date du 23 octobre 2025, sans modification du dossier par rapport au premier arrêt du 3 juillet 2025, comme le permet la loi si la délibération est votée à la majorité des deux tiers de suffrages exprimés. La délibération a été votée à l'unanimité. Le dossier n'est pas modifié et n'est pas soumis à un nouvel avis des personnes publiques associées ni aux communes.

Avec les différents avis favorables avec réserves et/ou recommandations, le président de la CCTV a engagé par arrêté la mise à l'enquête publique du dossier de PLUi.

Dossier C : Abrogation des cartes communales

Le PLUi se substitue automatiquement aux Plans d'Occupation des Sols (POS) et Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) communaux. En revanche, pour les cartes communales, cette substitution n'est pas automatique. Le PLUi et la carte communale sont deux documents exclusifs l'un de l'autre, qui ne peuvent pas coexister sur un même territoire. Lorsqu'il existe une ou plusieurs cartes communales sur le périmètre d'un PLUi, le Ministère de la Cohésion des Territoires recommande de prévoir l'abrogation des cartes communales en vigueur sur le territoire.

Les cartes communales doivent donc être abrogées..

La procédure reprend les modalités d'élaboration d'une carte communale en vertu du principe juridique de parallélisme des formes.

La procédure de la carte communale est régie par le code de l'urbanisme aux articles L163-1 et suivants et R163-1 et suivants (Chapitre III : Procédure d'élaboration, d'évaluation et d'évolution de la carte communale (Articles L163-1 à L163-10)- Chapitre III : Procédure d'élaboration, d'évaluation et d'évolution de la carte communale (Articles R163-1 à R163-10).

Le tableau ci-dessous reprend les dates d'approbation des cartes communales des communes de la CCTV concernées.

Commune	Date d'approbation par le conseil municipal	Date de l'arrêté préfectoral instaurant la carte communale
Adelans-et-le-Val-de-Bithaine	2012	04/02/2013
Calmoutier	23/10/2006	17/11/2006
Chatenois	2010	7/10/2010
Citers	2008	15/06/2008
Liévans	06/11/2006	27/12/2006
Pomoy	24/07/2009	02/10/2009

La CCTV a engagé l'abrogation des cartes communales lors de sa délibération arrêtant le PLUi le 3/07/2025.

La procédure d'abrogation est menée conjointement à la procédure d'élaboration du PLUi. Le détail des étapes de la procédure d'élaboration du PLUi est à retrouver au paragraphe précédent.

Dossier D : Périmètres Délimités des Abords (PDA) des Monuments Historiques de la CCTV :

Texte régissant la procédure :

- Code du patrimoine et notamment les articles L 621-30 à L 621-32 (Section 4 : Abords (Articles L621-30 à L621-32) et R 612-1.
- Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (SRU)
- Loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine.

La procédure a été engagée par la communauté de communes dans le cadre de l'élaboration du PLUi suite aux demandes des communes concernées.

Etapes de la procédure :

- Présentation des études à la CCTV en mairie de Saulx en date du 27/03/2025,
- Délibération des communes concernées entre le 4 avril 2025 et le 3 juin 2025,
- Avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 26 juin 2025,
- Délibération en date du 3/07/2025 de la CCTV donnant un avis favorable sur les PDA et à leur mise à l'enquête publique.

Etapes	Acteurs
Présentation des études de PDA en Conseil communautaire ou lors d'une réunion dédiée	Bureau d'étude en présence de l'Architecte des Bâtiments de France
Remise des études à la Communauté de communes	Bureau d'étude après validation de l'Architecte des Bâtiments de France sur les périmètres proposés
Délibération du Conseil communautaire arrêtant le projet de PLUi et formulant son avis sur les projets de PDA, après avoir consulté les communes concernées <i>Transmission de la délibération à la DRAC – Pôle patrimoines et architecture – A l'attention de Virginie Fassenet – 7 rue Charles Nodier 25043 BESANCON Cedex</i>	Communauté de communes <i>(le modèle de rédaction de la partie de la délibération qui concerne les PDA sera transmis par la DRAC)</i>
Enquête publique unique PLUi et PDA incluant la consultation des propriétaires des monuments historiques par le commissaire enquêteur (article R.621-93 du code du patrimoine) <i>Transmission du rapport et de l'avis du commissaire-enquêteur sur les PDA à la DRAC – Pôle patrimoines et architecture – A l'attention de Virginie Fassenet – 7 rue Charles Nodier 25043 BESANCON Cedex</i>	Communauté de communes
Délibération du Conseil communautaire donnant son accord sur les PDA après enquête publique (article R.621-93 du code du patrimoine) <i>Transmission de la délibération à la DRAC – Pôle patrimoines et architecture – A l'attention de Virginie Fassenet - 7 rue Charles Nodier 25043 BESANCON Cedex</i>	Communauté de communes <i>(le modèle de rédaction de la partie de la délibération qui concerne les PDA sera transmis par la DRAC)</i>
Arrêtés du Préfet de Région créant les périmètres délimités des abords et notification à la Communauté de communes, aux communes concernées et à la DDT (article R.621-94 du code du patrimoine)	DRAC
Mesures de publicité : publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région	DRAC
Mesures de publicité : • affichage des arrêtés pendant 1 mois au siège de la Communauté de communes et dans les mairies des communes membres • mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département	Communauté de communes
Annexion des nouvelles servitudes au document d'urbanisme	Communauté de communes

Contact Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) pour toute question relative à la procédure de PDA :
Virginie Fassenet : 03 81 65 72 15 ou virginie.fassenet@culture.gouv.fr

La préparation de l'enquête publique

Par courrier, le président de la CCTV a saisi le Président du tribunal administratif de Besançon afin qu'une commission d'enquête soit nommée pour l'enquête publique unique.

Par décision n° E25000095/25 en date du 20 octobre 2025 Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Besançon a désigné Mme Bidaut, présidente, et Mmes Bidoyen-Wenger et Clerc-Gevrey membres titulaires ainsi que Mme Roze suppléante.

Les modalités d'organisation et d'ouverture de l'enquête publique unique (lieux, horaires, date de permanences...) sont définies dans l'arrêté du Président de la CCTV joint à l'enquête publique. Ces modalités sont publiées par voie d'affichage, par voie de presse et par voie électronique.

Le déroulement de la procédure après enquête publique

À l'expiration du délai de l'enquête publique unique, les registres seront transmis sans délai et clos par la commission d'enquête. Après clôture du registre d'enquête, la commission d'enquête rencontrera, dans un délai de huit jours, le responsable des plans et programmes et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur des registres d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

La commission d'enquête établira un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

La commission d'enquête consignera, dans des présentations séparées, pour chacun des objets de l'enquête publique unique figurant au paragraphe 2, ses conclusions et avis motivé, en précisant si l'avis est favorable, favorable avec réserve ou défavorable.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, la commission d'enquête transmettra à la CCTV l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné des registres et pièces annexées, avec les rapports, les conclusions et l'avis motivé. Une copie de ces rapports sera transmise simultanément au président du tribunal administratif.

Une copie des rapports, des conclusions et de l'avis seront disponibles au siège de l'enquête publique unique, ainsi qu'aux lieux d'enquête et à la préfecture pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

La CCTV publiera les rapports, les conclusions et l'avis de la commission d'enquête sur le site internet et le tiendra à la disposition du public pendant un an.

Les décisions à prendre au terme de l'enquête publique

À l'issue de la procédure d'enquête publique unique, le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), l'abrogation des cartes communales des 6 communes concernées, le dossier de créations des périmètres délimités des abords des 6 communes concernées, sont susceptibles d'être modifiés pour tenir compte des conclusions de l'enquête publique unique et des avis des personnes publiques associées.

Les dossiers, éventuellement modifiés, seront soumis à l'approbation du conseil communautaire de la CCTV. Les projets des périmètres d'intervention de l'Architecte des Bâtiments de France, éventuellement modifié, seront arrêtés par le préfet de région.

À la fin de la procédure, les nouveaux périmètres des abords seront portés à la carte des servitudes du futur PLUi et annexé à celui-ci et se substitueront aux actuels périmètres de protection de 500 mètres.

La procédure d'abrogation des cartes communales sera finalisée suite à l'approbation du PLUi.

Annexe : Articles et textes régissant l'enquête publique

➤ Champ d'application et objet de l'enquête publique :

Article L. 123-1 :

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.

Article L. 123-2 :

I. - Font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption :

1° Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par des personnes publiques ou privées devant comporter une évaluation environnementale en application de l'article L. 122-1 à l'exception :

- des projets de zone d'aménagement concerté ;
- des projets de caractère temporaire ou de faible importance dont la liste est établie par décret en Conseil d'Etat ;
- des demandes de permis de construire et de permis d'aménager portant sur des projets de travaux, de construction ou d'aménagement donnant lieu à la réalisation d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas effectué par l'autorité environnementale. Les dossiers de demande pour ces permis font l'objet d'une procédure de participation du public par voie électronique selon les modalités prévues à l'article L. 123-19 ;
- des projets d'îles artificielles, d'installations, d'ouvrages et d'installations connexes sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive ;

2° **Les plans, schémas, programmes et autres documents de planification faisant l'objet d'une évaluation environnementale en application des articles L. 122-4 à L. 122-11 du présent code, ou L. 104-1 à L. 104-3 du code de l'urbanisme, pour lesquels une enquête publique est requise en application des législations en vigueur ;**

3° Les projets de création d'un parc national, d'un parc naturel marin, les projets de charte d'un parc national ou d'un parc naturel régional, les projets d'inscription ou de classement de sites et les projets de classement en réserve naturelle et de détermination de leur périmètre de protection mentionnés au livre III du présent code ;

4° Les autres documents d'urbanisme et les décisions portant sur des travaux, ouvrages, aménagements, plans, schémas et programmes soumises par les

dispositions particulières qui leur sont applicables à une enquête publique dans les conditions du présent chapitre.

II. - Lorsqu'un projet, plan ou programme mentionné au I est subordonné à une autorisation administrative, cette autorisation ne peut résulter que d'une décision explicite.

III. - Les travaux ou ouvrages exécutés en vue de prévenir un danger grave et immédiat sont exclus du champ d'application du présent chapitre.

III bis. - (Abrogé).

IV. - La décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent chapitre n'est pas illégale du seul fait qu'elle aurait dû l'être dans les conditions définies par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

V. - L'enquête publique s'effectue dans le respect du secret industriel et de tout secret protégé par la loi. Son déroulement ainsi que les modalités de sa conduite peuvent être adaptés en conséquence.

➤ Procédure et déroulement de l'enquête publique :

Article L. 123-3 :

L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise.

Lorsque l'enquête publique porte sur le projet, plan, programme ou autre document de planification d'une collectivité territoriale, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un des établissements publics qui leur sont rattachés, elle est ouverte par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Toutefois, lorsque l'enquête est préalable à une déclaration d'utilité publique, la décision d'ouverture est prise par l'autorité de l'Etat compétente pour déclarer l'utilité publique.

Article L. 123-4 :

Dans chaque département, une commission présidée par le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue établit une liste d'aptitude des commissaires enquêteurs. Cette liste est rendue publique et fait l'objet d'au moins une révision annuelle. Peut être radié de cette liste tout commissaire enquêteur ayant manqué aux obligations définies à l'article L. 123-15.

L'enquête est conduite, selon la nature et l'importance des opérations, par un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête choisi par le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin parmi les personnes figurant sur les listes d'aptitude. Son choix n'est pas limité aux listes des départements faisant partie du ressort du tribunal. Dans le cas où une concertation préalable s'est tenue sous l'égide d'un garant conformément aux articles L. 121-16 à L. 121-21, le président du tribunal administratif peut désigner ce garant en qualité de commissaire enquêteur si ce dernier est inscrit sur l'une des listes d'aptitude de commissaire enquêteur. En cas d'empêchement d'un commissaire enquêteur, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui ordonne l'interruption de l'enquête,

désigne un commissaire enquêteur remplaçant et fixe la date de reprise de l'enquête. Le public est informé de ces décisions.

Article L. 123-5 :

Ne peuvent être désignées commissaire enquêteur ou membre de la commission d'enquête les personnes intéressées au projet à titre personnel, en raison de leurs fonctions électives exercées sur le territoire concerné par l'enquête publique, ou en raison de leurs fonctions, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumise à enquête.

Les dispositions du premier alinéa peuvent être étendues, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, à des personnes qui ont occupé ces fonctions.

Article L. 123-6 :

I. - Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L. 123-2, il peut être procédé à une enquête unique régie par la présente section dès lors que les autorités compétentes pour prendre la décision désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête. A défaut de cet accord, et sur la demande du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable, le représentant de l'Etat, dès lors qu'il est compétent pour prendre l'une des décisions d'autorisation ou d'approbation envisagées, peut ouvrir et organiser l'enquête unique.

Dans les mêmes conditions, il peut également être procédé à une enquête unique lorsque les enquêtes de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public.

La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à la durée minimale de la plus longue prévue par l'une des législations concernées.

Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du ou des projets, plans ou programmes.

Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

II. - En cas de contestation d'une décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent article, la régularité du dossier est appréciée au regard des règles spécifiques applicables à la décision contestée.

Article L. 123-9 :

La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser. Elle ne peut être inférieure à trente jours pour les projets, plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale.

La durée de l'enquête peut être réduite à quinze jours pour un projet, plan ou programme ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10.

Article L. 123-10 :

I.-Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant celle-ci, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête informe le public. L'information du public est assurée par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par l'enquête, ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, plan ou programme, par voie de publication locale.

Cet avis précise :

- l'objet de l'enquête ;
- la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et des autorités compétentes pour statuer ;
- le nom et les qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête ;
- la date d'ouverture de l'enquête, sa durée et ses modalités ;
- l'adresse du ou des sites internet sur lequel le dossier d'enquête peut être consulté ;
- le (ou les) lieu (x) ainsi que les horaires où le dossier de l'enquête peut être consulté sur support papier et le registre d'enquête accessible au public ;
- le ou les points et les horaires d'accès où le dossier de l'enquête publique peut être consulté sur un poste informatique ;
- la ou les adresses auxquelles le public peut transmettre ses observations et propositions pendant le délai de l'enquête. S'il existe un registre dématérialisé, cet avis précise l'adresse du site internet à laquelle il est accessible.

L'avis indique en outre l'existence d'un rapport sur les incidences environnementales, d'une étude d'impact ou, à défaut, d'un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, et l'adresse du site internet ainsi que du ou des lieux où ces documents peuvent être consultés s'ils diffèrent de l'adresse et des lieux où le dossier peut être consulté. Il fait état, lorsqu'ils ont été émis, de l'existence de

l'avis de l'autorité environnementale mentionné au V de l'article L. 122-1 et à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, et des avis des collectivités territoriales et de leurs groupements mentionnés au V de l'article L. 122-1 du présent code, ainsi que du lieu ou des lieux où ils peuvent être consultés et de l'adresse des sites internet où ils peuvent être consultés si elle diffère de celle mentionnée ci-dessus.

II.-La personne responsable du projet assume les frais afférents à ces différentes mesures de publicité de l'enquête publique.

Article L. 123-11 :

Nonobstant les dispositions du titre Ier du livre III du code des relations entre le public et l'administration, le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci.

Article L. 123-12 :

Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête. Il reste consultable, pendant cette même durée, sur support papier en un ou plusieurs lieux déterminés dès l'ouverture de l'enquête publique. Un accès gratuit au dossier est également garanti par un ou plusieurs postes informatiques dans un lieu ouvert au public.

Si le projet, plan ou programme a fait l'objet d'une procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, ou d'une concertation préalable organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-16 et L. 121-16-1, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision, le dossier comporte le bilan de cette procédure ainsi que la synthèse des observations et propositions formulées par le public. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne.

Article L. 123-13 :

I. - Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête conduit l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer effectivement au processus de décision. Il ou elle permet au public de faire parvenir ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête par courrier électronique de façon systématique ainsi que par toute autre modalité précisée dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Les observations et propositions transmises par voie électronique sont accessibles sur un site internet désigné par voie réglementaire.

II. - Pendant l'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête reçoit le maître d'ouvrage de l'opération soumise à l'enquête publique à la demande de ce dernier. Il peut en outre :

- recevoir toute information et, s'il estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au maître d'ouvrage de communiquer ces documents au public ;
- visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants ;
- entendre toutes les personnes concernées par le projet, plan ou programme qui en font la demande et convoquer toutes les personnes dont il juge l'audition utile ;
- organiser, sous sa présidence, toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du maître d'ouvrage.

A la demande du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et lorsque les spécificités de l'enquête l'exigent, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut désigner un expert chargé d'assister le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête. Le coût de cette expertise complémentaire est à la charge du responsable du projet.

Article L. 123-14 :

I.-Pendant l'enquête publique, si la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L. 123-2 estime nécessaire d'apporter à celui-ci, à l'étude d'impact ou au rapport sur les incidences environnementales afférent, des modifications substantielles, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête peut, après avoir entendu le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête, suspendre l'enquête pendant une durée maximale de six mois. Cette possibilité de suspension ne peut être utilisée qu'une seule fois.

Pendant ce délai, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité environnementale prévue, selon les cas, aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code et à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme ainsi que, le cas échéant, aux collectivités territoriales et à leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1. A l'issue de ce délai et après que le public a été informé des modifications apportées dans les conditions définies à l'article L. 123-10 du présent code, l'enquête est prolongée d'une durée d'au moins trente jours.

II.-Au vu des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L. 123-2 peut, si elle estime souhaitable d'apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale, demander à l'autorité organisatrice d'ouvrir une enquête complémentaire portant sur les avantages et inconvénients de ces modifications pour le projet et pour l'environnement. Dans le cas des projets d'infrastructures linéaires, l'enquête complémentaire peut n'être organisée que sur les territoires concernés par la modification.

Dans le cas d'enquête complémentaire, le point de départ du délai pour prendre la décision après clôture de l'enquête est reporté à la date de clôture de la seconde enquête.

Avant l'ouverture de l'enquête publique complémentaire, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité environnementale conformément, selon les cas, aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code et à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme et aux collectivités territoriales et à leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1.

Article L. 123-15 :

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête rend son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête. Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête par l'autorité compétente pour organiser l'enquête, après avis du responsable du projet.

Le rapport doit faire état des observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage.

Le rapport et les conclusions motivées sont rendus publics par voie dématérialisée sur le site internet de l'enquête publique et sur le lieu où ils peuvent être consultés sur support papier.

Si, à l'expiration du délai prévu au premier alinéa, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni justifié d'un motif pour le dépassement du délai, l'autorité compétente pour organiser l'enquête peut, avec l'accord du maître d'ouvrage et après une mise en demeure du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête restée infructueuse, demander au président du tribunal administratif ou au conseiller qu'il délègue de dessaisir le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête et de lui substituer un nouveau commissaire enquêteur ou une nouvelle commission d'enquête ; celui-ci doit, à partir des résultats de l'enquête, remettre le rapport et les conclusions motivées dans un maximum de trente jours à partir de sa nomination.

Le nouveau commissaire enquêteur ou la nouvelle commission d'enquête peut faire usage des prérogatives prévues par l'article L. 123-13.

L'autorité compétente pour prendre la décision peut organiser, en présence du maître d'ouvrage, une réunion publique afin de répondre aux éventuelles réserves, recommandations ou conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. Elle est organisée dans un délai de deux mois après la clôture de l'enquête. Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête sont informés de la tenue d'une telle réunion.

Article L. 123-16 :

Le juge administratif des référés, saisi d'une demande de suspension d'une décision prise après des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, fait droit à cette demande si elle comporte un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de celle-ci.

Il fait également droit à toute demande de suspension d'une décision prise sans que l'enquête publique requise par le présent chapitre ou que la participation du public prévue à l'article L. 123-19 ait eu lieu.

Tout projet d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale ayant donné lieu à des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête doit faire l'objet d'une délibération motivée réitérant la demande d'autorisation ou de déclaration d'utilité publique de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement de coopération concerné.

Article L. 123-17 :

Lorsque les projets qui ont fait l'objet d'une enquête publique n'ont pas été entrepris dans un délai de cinq ans à compter de la décision, une nouvelle enquête doit être conduite, à moins qu'une prorogation de cinq ans au plus ne soit décidée avant l'expiration de ce délai dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article L. 123-18 :

Le responsable du projet, plan ou programme prend en charge les frais de l'enquête, notamment l'indemnisation du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

Sur demande motivée du ou des commissaires enquêteurs, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué à cet effet peut demander au responsable du projet de verser une provision. Le président ou le conseiller en fixe le montant et le délai de versement..

Article R. 123-7 :

Lorsqu'en application de l'article L. 123-6 une enquête publique unique est réalisée, l'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage responsable des différents éléments du projet, plan ou programme soumis à enquête et le dossier soumis à enquête publique est établi sous la responsabilité de chacun d'entre eux.

L'enquête unique fait l'objet d'un registre d'enquête unique.

L'autorité chargée d'ouvrir et d'organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête à chacune des autorités compétentes pour prendre les

décisions en vue desquelles l'enquête unique a été organisée, au président du tribunal administratif et au maître d'ouvrage de chaque projet, plan ou programme.

Article R. 123-9 :

I. - L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête précise par arrêté les informations mentionnées à l'article L. 123-10, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et après concertation avec le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête. Cet arrêté précise notamment :

1° Concernant l'objet de l'enquête, les caractéristiques principales du projet, plan ou programme ainsi que l'identité de la ou des personnes responsables du projet, plan ou programme ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;

2° En cas de pluralité de lieux d'enquête, le siège de l'enquête, où toute correspondance postale relative à l'enquête peut être adressée au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête ;

3° L'adresse électronique à laquelle le public peut transmettre ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête, ainsi que, le cas échéant, l'adresse du site internet comportant le registre dématérialisé sécurisé mentionné à l'article L. 123-10 ;

4° Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ;

5° Le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;

6° La durée, le ou les lieux, ainsi que le ou les sites internet où à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;

7° L'information selon laquelle, le cas échéant, le dossier d'enquête public est transmis à un autre Etat, membre de l'Union européenne ou partie à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo le 25 février 1991, sur le territoire duquel le projet est susceptible d'avoir des incidences notables ;

8° L'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable des différents éléments du ou des projets, plans ou programmes soumis à enquête.

II. - Un dossier d'enquête publique est disponible en support papier au minimum au siège de l'enquête publique.

Ce dossier est également disponible depuis le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11.

Article R. 123-11 :

I. - Un avis portant les indications mentionnées à l'article R. 123-9 à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés. Pour les projets d'importance nationale et les plans et programmes de niveau national, cet avis est, en outre, publié dans deux journaux à diffusion nationale quinze jours au moins avant le début de l'enquête.

II. - L'avis mentionné au I est publié sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête. Si l'autorité compétente ne dispose pas d'un site internet, cet avis est publié, à sa demande, sur le site internet des services de l'Etat dans le département. Dans ce cas, l'autorité compétente transmet l'avis par voie électronique au préfet au moins un mois avant le début de la participation, qui le met en ligne au moins quinze jours avant le début de la participation.

III. - L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête désigne le ou les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé.

Pour les projets, sont au minimum désignées toutes les mairies des communes sur le territoire desquelles se situe le projet ainsi que celles dont le territoire est susceptible d'être affecté par le projet. Pour les plans et programmes de niveau départemental ou régional, sont au minimum désignées les préfectures et sous-préfectures.

Cet avis est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Lorsque certaines de ces communes sont situées dans un autre département, l'autorité chargée de l'ouverture de l'enquête prend l'accord du préfet de ce département pour cette désignation. Ce dernier fait assurer la publication de l'avis dans ces communes selon les modalités prévues à l'alinéa précédent.

IV. - En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Article R. 123-12 :

Un exemplaire du dossier soumis à enquête est adressé sous format numérique pour information, dès l'ouverture de l'enquête, au maire de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet est situé et dont la mairie n'a pas été désignée comme lieu d'enquête.

Cette formalité est réputée satisfaite lorsque les conseils municipaux concernés ont été consultés en application des réglementations particulières, ou lorsque est communiquée à la commune l'adresse du site internet où l'intégralité du dossier soumis à enquête peut être téléchargé. Un exemplaire du dossier est adressé sous format numérique à chaque commune qui en fait la demande expresse.

Article R. 123-14 :

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public dans les conditions prévues à l'article L. 123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait la demande au responsable du projet, plan ou programme ; cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet, plan ou programme sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête et sur le site internet dédié.

Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.

Article R. 123-19 :

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet à l'autorité compétente pour organiser l'enquête l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

Si, dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni présenté à l'autorité compétente pour organiser l'enquête, conformément à la faculté qui lui est octroyée à l'article L. 123-15, une demande motivée de report de ce délai, il est fait application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 123-15.

Article R. 123-20 :

A la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, l'autorité compétente pour organiser l'enquête, lorsqu'elle constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, peut en informer le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui dans un délai de quinze jours, par lettre d'observation.

Si l'insuffisance ou le défaut de motivation est avéré, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue, dispose de quinze jours pour demander au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête de compléter ses conclusions. Il en informe simultanément l'autorité compétente. En l'absence d'intervention de la part du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue dans ce délai de quinze jours, la demande est réputée rejetée. La décision du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue n'est pas susceptible de recours.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut également intervenir de sa propre initiative auprès de son auteur pour qu'il les complète, lorsqu'il constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure. Il en informe l'autorité compétente.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête est tenu de remettre ses conclusions complétées à l'autorité compétente pour organiser l'enquête et au président du tribunal administratif dans un délai de quinze jours.

Article R. 123-21 :

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public dans les conditions prévues à l'article L. 123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait la demande au responsable du projet, plan ou programme ; cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

L'autorité compétente pour organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet, plan ou programme.

Copie du rapport et des conclusions est également adressée à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de

chaque département concerné pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

L'autorité compétente pour organiser l'enquête publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sur le site internet où a été publié l'avis mentionné au I de l'article R. 123-11 et le tient à la disposition du public pendant un an.

Article R. 123-25 :

Les commissaires enquêteurs et les membres des commissions d'enquête ont droit à une indemnité, à la charge de la personne responsable du projet, plan ou programme, qui comprend des vacations et le remboursement des frais qu'ils engagent pour l'accomplissement de leur mission.

Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement, du budget et de l'intérieur fixe les modalités de calcul de l'indemnité.

Le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin qui a désigné le commissaire enquêteur ou les membres de la commission d'enquête, détermine le nombre de vacations allouées au commissaire enquêteur sur la base du nombre d'heures que le commissaire enquêteur déclare avoir consacrées à l'enquête depuis sa nomination jusqu'au rendu du rapport et des conclusions motivées, en tenant compte des difficultés de l'enquête ainsi que de la nature et de la qualité du travail fourni par celui-ci.

Il arrête, sur justificatifs, le montant des frais qui seront remboursés au commissaire enquêteur.

Le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin fixe par ordonnance le montant de l'indemnité. Cette ordonnance est exécutoire dès son prononcé, et peut être recouvrée contre les personnes privées ou publiques par les voies du droit commun.

Dans le cas d'une commission d'enquête, il appartient au président de la commission de présenter, sous son couvert, le nombre d'heures consacrées à l'enquête et le montant des frais de chacun des membres de la commission, compte tenu du travail effectivement réalisé par chacun d'entre eux.

Le commissaire enquêteur dessaisi de l'enquête publique est uniquement remboursé des frais qu'il a engagés.

Cette ordonnance est notifiée au commissaire enquêteur, au responsable du projet, plan ou programme, et au fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs prévu à l'article R. 123-26.

La personne responsable du projet, plan ou programme verse sans délai au fonds d'indemnisation les sommes dues, déduction faite du montant de la

provision versée dans les conditions définies à l'article R. 123-27. Le fonds verse les sommes perçues au commissaire enquêteur.

Dans un délai de quinze jours suivant la notification, le commissaire enquêteur et la personne responsable du projet, plan ou programme peuvent contester cette ordonnance en formant un recours administratif auprès du président du tribunal administratif concerné. Il constitue un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux, à peine d'irrecevabilité de ce dernier. Le silence gardé sur ce recours administratif pendant plus de quinze jours vaut décision de rejet. La décision issue de ce recours administratif peut être contestée, dans un délai de quinze jours à compter de sa notification, devant la juridiction à laquelle appartient son auteur. La requête est transmise sans délai par le président de la juridiction à un tribunal administratif conformément à un tableau d'attribution arrêté par le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat. Le président de la juridiction à laquelle appartient l'auteur de l'ordonnance est appelé à présenter des observations écrites sur les mérites du recours.